

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1622

10 août 2010

SOMMAIRE

Alpaga Promotions SA	77826	E.L.N Lux S.A.	77842
Amber Trust II Management S.A.	77843	Euro Gest Compta S.A.	77840
Bioenergy General Partners SA	77833	European Mobile Communications S.A.	
Blue S.A.	77856	77856
Carma Granit S.à.r.l.	77834	E.V.A. (Ergon Vehicle Arno) S.A.	77835
Carval International S.à r.l.	77835	Expert Petroleum Holdings S.à r.l.	77843
CBSM Consult S.à.r.l.	77835	Fiparlux S.A.Holding	77856
Cezan Lux S. à r.l.	77835	Flyink S.A.	77834
Cheyne Special Situations Investments S.à		Foncière Swan S. à r. l.	77836
r.l.	77833	Grep Eins S.A.	77818
Cifi	77836	Grep Fünf S.A.	77815
Cifi Football S.A.	77836	Grep Sechs S.A.	77813
CLS Citadel S.à r.l.	77836	Grep Vier S.A.	77811
CLS Europe S.à r.l.	77837	Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l.	
CLS Investments S.à r.l.	77837	77827
CLS Palisade S.à r.l.	77838	Jesada Holding S.A.	77818
CLS Sweden S.à r.l.	77838	Jesada S.A., SPF	77818
CM Capital Markets Europe S.A.	77838	Kaba Finance Luxembourg S.A.	77820
CM Capital Markets Europe S.A.	77839	Kulm Investment S.A.	77810
CM Capital Markets Latinamerica S.A. ...	77839	Les Villas S.A.	77842
CM Capital Markets Latinamerica S.A. ...	77837	Navilux Schiffahrt S.à r.l.	77834
CPI Asia II Holdings S.à r.l.	77839	Orchid Lux S.à r.l.	77816
CPI Asia Investment S.à r.l.	77839	Patrimoine Immo S.A.	77834
CPI CPEH 2 S.à r.l.	77840	Secapital S.à.r.l.	77813
Créaforme S.A.	77840	Simed Invest S.A.	77841
Curtis & Moore S.A.	77841	Successful Expectations S.A.	77834
CWI Holding S.à r.l.	77841	Trilantic Capital Partners IV Europe Lux	
Dachstein S.à r.l.	77841	GP S.à r.l.	77811
Dory 4 S.à r.l.	77841	Utility Corporate Services S.à r.l.	77824
Edutainment Television Group S.à.r.l.	77842	Valmer S.A.	77819
Ellébore S.à r.l.	77840	Walnut	77824

Kulm Investment S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 57.438.

L'an deux mil dix, le sept juin.

Pardevant Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "KULM INVESTMENT S.A.», avec siège à L 2213 Luxembourg, 1b, rue de Nassau (RCS B 57.438) constituée suivant acte notarié du 18 décembre 1996, publié au Mémorial C No 142 du 24 mars 1997.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Sacha AROSIO, salarié, demeurant à Schuttrange.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marie-Josée QUINTUS-CLAUDE, salariée, demeurant à Pétange.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Luca SIMONA; administrateur de sociétés, demeurant à CH 6900 Lugano.

Monsieur le Président expose ensuite:

Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la société de sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour conçu comme ci-dessous.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires ou de leurs mandataires, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social statutaire et administratif de L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau à I- 20123 Milano, Via P. Mascagni, 14, par attribution de la nationalité italienne à ladite société.

2. Acceptation de la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et décharge à octroyer.

3. Radiation de la société du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

Conformément à l'article 67-1 de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide, à l'unanimité, d'adopter la nationalité italienne, ainsi que de transférer, à compter de ce jour, le siège social de la société à I- 20123 Milano, Via P. Mascagni, 14.

La société continuera son existence sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien.

La décision de transfert est prise sous condition résolutoire de l'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

Deuxième résolution

La démission des trois administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes est acceptée et pleine et entière décharge leur est octroyée pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

Mandat est donné à Monsieur Marc VAN HOEK, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux fins d'opérer la radiation de la société au registre de commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au registre de commerce en Italie.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, sont estimés à neuf cent trente euro.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus de Nous, Notaire, par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: SIMONA, D'HUART

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 10 juin 2010 Relation: EAC/2010/6836 Reçu: soixante-quinze euros EUR 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI

POUR EXPEDITION CONFORME

Pétange, le 15 juin 2010.

Georges d'HUART.

Référence de publication: 2010077446/57.

(100088282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Grep Vier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 134.115.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Juni 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010084507/10.

(100094126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 145.718.

In the year two thousand and ten, on the twelfth day of the month of May.

Before Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg,

there appeared:

Trilantic Capital Partners Management Ltd, a Guernsey company registered with the Guernsey Registry under number 50118 and having its registered address located at Heritage Hall, Le Marchant Street, St Peter Port, GY1 4HL, Guernsey (the "Shareholder"),

hereby represented by Mr Laurent Forget, private employee, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 11 May 2010, the said proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for the purpose of the registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the name of MBF IV Europe Lux GP S.à r.l. in accordance with and governed by the law of Luxembourg, with registered office at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies in Luxembourg under number B145718, and incorporated following a deed of notary Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on 25 March 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°C-897 on 28th April 2009.

The articles of incorporation of the Company have been last amended by deed of notary Gérard Lecuit of 7 April 2009 and published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°C-995 on 13 May 2009.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

Amendment of the object of the Company so as to read as follows

"The object of the Company is the holding of unlimited partnership interests in Trilantic Capital Partners IV(Europe) S.C.A., SICAR (formerly Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR) a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg which is further subject to the Loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (the "SICAR Law") in the capacity of general partner and manager of that company and the holding of interests in Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A. (formerly Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) Investors S.C.A.), a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg." and consequently amendment of paragraph 1 of article 3 of the Company's articles of incorporation.

Sole resolution

The Shareholder resolves to amend the object of the Company and consequently to amend paragraph 1 of article 3 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

"The object of the Company is the holding of unlimited partnership interests in Trilantic Capital Partners IV(Europe) S.C.A., SICAR (formerly Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR) a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg which is further subject to the Loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (the "SICAR Law") in the

capacity of general partner and manager of that company and the holding of interests in Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A. (formerly Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) Investors S.C.A.), a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at one thousand euro (1,000.- EUR).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, the present deed is drafted in English followed by a French translation. In the event of a conflict between the French and the English version, the English version shall prevail.

This deed is made in Luxembourg on the day beforementioned.

Upon reading the present deed, the appearing party known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le douze mai.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Trilantic Capital Partners Management Ltd, une société de Guernesey immatriculée auprès du Registre de Guernesey sous le numéro 50118 et ayant son siège social à Heritage Hall, Le Marchant Street, St Peter Port, GY1 4HL, Guernesey (l'«Associé»),

représentée ci-après par Monsieur Laurent Forget, employé privé, résidant à Luxembourg,

agissant en vertu d'une procuration datée du 11 mai 2010, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter que l'Associé est l'associé unique de Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous la dénomination de MBF IV Europe Lux GP S.à r.l. et régie conformément aux lois du Luxembourg, ayant son siège social au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B145718, et constituée suivant un acte du notaire Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, le 25 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-897 le 28 avril 2009.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Gérard Lecuit le 7 avril 2009 et publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-995 le 13 mai 2009.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant reconnaissant avoir été pleinement informé des décisions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

Modification de l'objet social de la Société comme suit

«La Société a pour objet la détention de parts d'associé commandité dans Trilantic Capital Partners IV(Europe) S.C.A. , SICAR (précédemment Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR), une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg qui sera aussi soumise à la Loi du 15 juin 2004 relative à la Société d'Investissement en Capital à Risque (la Loi SICAR») en qualité d'associé commandité et gérant de cette société et la détention de participations dans Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A. (précédemment Lehman Brothers Merchant Banking PartnersIV (Europe) Investors S.C.A., une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.»

et modification subséquente du paragraphe 1 de l'article 3 des statuts de la Société.

Résolution unique

L'Associé décide de modifier l'objet social de la Société et de modifier par conséquent le paragraphe 1 de l'article 3 des statuts de la Société afin qu'il se lise désormais comme suit:

«La Société a pour objet la détention de parts d'associé commandité dans Trilantic Capital Partners IV(Europe) S.C.A. , SICAR (précédemment Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR), une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg qui sera aussi soumise à la Loi du 15 juin 2004 relative à la Société d'Investissement en Capital à Risque (la «Loi SICAR») en qualité de d'associé commandité et gérant de cette société et la détention de participations dans Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A. (précédemment Lehman Brothers Merchant Banking PartnersIV (Europe) Investors S.C.A., une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.»

77813

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de quelque nature que ce soit qui incombent à la Société sont estimés à mille euros (1.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite du présent acte, la partie comparante, connue du notaire par nom, prénoms, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. FORGET, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 mai 2010. Relation: LAC/2010/22174. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2010.

Référence de publication: 2010078267/111.

(100090027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2010.

Grep Sechs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 141.461.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Juni 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010084505/10.

(100094130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Secapital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.305.

In the year two thousand ten, on the seventeenth day of June.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

KRUK S.A., a joint stock company, with registered office in Ul. Legnicka 56, 54-204 Wroclaw, Poland, here represented by Mr Philippe PONSARD, "ingénieur commercial", with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal which after having been signed "ne varietur" by the appearing proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration,

acting as sole member of SECAPITAL S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée de titrisation, with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 108.305, incorporated on 17 May 2005 pursuant to a deed drawn up by Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1045 of October 15, 2005.

The Articles of Incorporation of the Company have been amended for the last time on October 14, 2009 pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2339 of 1st December 2009.

The sole member, represented as above stated, requests the undersigned notary to document the following:

First resolution

The sole member resolves to increase the Company's corporate capital by an amount of PLN 14,545,000.- (fourteen million five hundred forty-five thousand Polish zloty) in order to raise it from PLN 46,372,000.- (forty-six million three hundred seventy-two thousand Polish zloty) to PLN 60,917,000.- (sixty million nine hundred seventeen thousand Polish zloty) by creation and issue of 14,545 (fourteen thousand five hundred forty-five) new Class A corporate units with a nominal value of PLN 1,000.- (one thousand Polish zloty) each, to be issued at par, against cash, and benefiting of the same

rights and advantages as the presently issued Class A corporate units, and to allocate the new Class A corporate units to Compartment A.

The sole member also resolves to increase the legal reserve by an amount of PLN 1,454,500.- (one million four hundred fifty-four thousand five hundred Polish zloty) to raise it from PLN 3,639,400.- (three million six hundred thirty-nine thousand four hundred Polish zloty) to PLN 5,093,900.- (five million ninety-three thousand nine hundred Polish zloty).

Subscription - Payment

Thereupon, KRUK S.A., predesignated, represented as above stated, declares to subscribe to the 14,545 (fourteen thousand five hundred forty-five) newly issued Class A corporate units with a nominal value of PLN 1,000.- (one thousand Polish Zloty) each and to fully pay them up together with the amount of the legal reserve's increase, by a contribution in cash, so that the amount of PLN 15,999,500.- (fifteen million nine hundred ninety-nine thousand five hundred Polish zloty) is as of today at the free disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Second resolution

The sole member resolves to amend article five (5) of the Company's Articles of Incorporation, which shall forthwith read as follows:

"The corporate capital of the company is fixed at PLN 60,917,000.- (sixty million nine hundred seventeen thousand Polish zloty) divided into 50,939 (fifty thousand nine hundred thirty-nine) Class A corporate units, 3,480 (three thousand four hundred eighty) Class B corporate units and 6,498 (six thousand four hundred ninety-eight) Class C corporate units with a nominal value of PLN 1,000.- (one thousand Polish zloty) each."

Expenses & Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this document, are estimated at approximately three thousand one hundred and fifty Euros.

The capital and legal reserve increase is estimated at EUR 3,930,646.- (exchange rate (median price) on June 17, 2010: PLN 1.- = EUR 0.24567).

Statement

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

KRUK S.A., société anonyme, ayant son siège social à Ul. Legnicka 56, 54-204 Wroclaw, Pologne, ici représentée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée sous seing privé laquelle, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement,

agissant en sa qualité d'associée unique de SECAPITAL S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée de titrisation, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 108305, constituée en date du 17 mai 2005 suivant un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1045 du 15 octobre 2005.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu en date du 14 octobre 2009 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2339 du 1^{er} décembre 2009.

L'associée unique, représentée comme stipulé ci-dessus, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de PLN 14.545.000.- (quatorze millions cinq cent quarante-cinq mille zloty polonais) afin de le porter de son montant actuel de PLN 46.372.000.- (quarante-six millions trois cent soixante-douze mille zloty polonais) à PLN 60.917.000.- (soixante millions neuf cent dix-sept mille zloty polonais), par la création et l'émission de 14.545 (quatorze mille cinq cent quarante-cinq)

nouvelles parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale de PLN 1.000,- (mille zloty polonais) chacune, émise au pair, libérées en numéraire et bénéficiant des mêmes droits et avantages que les parts sociales de catégorie A déjà existantes, et d'allouer les nouvelles parts sociales de catégorie A au Compartiment A.

L'associée unique décide également d'augmenter la réserve légale de la société à concurrence d'un montant de PLN 1.454.500,- (un million quatre cent cinquante-quatre mille cinq cents zloty polonais) afin de la porter de son montant actuel de PLN 3.639.400,- (trois millions six cent trente-neuf mille quatre cents zlotys polonais) à PLN 5.093.900,- (cinq millions quatre-vingt-treize mille neuf cents zlotys polonais).

Souscription - Libération

Ensuite a comparu KRUK S.A., prédésignée, représentée comme stipulé ci-dessus, qui a déclaré souscrire aux 14.545 (quatorze mille cinq cent quarante-cinq) nouvelles parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale de PLN 1.000,- (mille zloty polonais) chacune et les libérer intégralement, ensemble avec le montant de l'augmentation de la réserve légale, le tout moyennant versement en numéraire, de sorte que le montant de PLN 15.999.500,- (quinze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents zloty polonais) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article cinq (5) des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à PLN 60.917.000 (soixante millions neuf cent dix-sept mille zloty polonais) représenté par 50.939 (cinquante mille neuf cent trente-neuf) parts sociales de catégorie A, 3.480 (trois mille quatre cent quatre-vingts) parts sociales de catégorie B et 6.498 (six mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit) parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale de PLN 1.000 (mille zloty polonais) chacune."

Frais & Evaluation

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature, payables par la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à trois mille cent cinquante euros.

L'augmentation du capital et de la réserve légale est évaluée à EUR 3.930.646,- (taux de change (prix median) du 17 juin 2010: PLN 1,- = EUR 0,24567).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. PONSARD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 juin 2010. LAC/2010/27053. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 22 juin 2010.

Référence de publication: 2010078255/120.

(100089226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2010.

Grep Fünf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 136.620.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Juni 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010084504/10.

(100094127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Orchid Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 137.782.

In the year two thousand and ten, on the twenty-eighth of May,
Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette,

THERE APPEARED:

Ms Candice Wisser, attorney-at-law, residing in Luxembourg,

acting in her capacity as attorney-in-fact of AEPF IV S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg by virtue of a proxy given on May 20, 2010, which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

1) That AEPF IV S.à r.l. is the sole partner of ORCHID LUX S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office in L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 137.782, incorporated by deed of Me Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on March 26, 2008, published in the Mémorial C, number 1128 of May 7, 2008.

2) That the capital of the company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), divided into one hundred and twenty-five (125) shares having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each.

3) After this had been set forth, the above named partner, representing the whole corporate capital, has decided to take the following resolutions in conformity with the agenda of the meeting:

First resolution

The sole partner decides to increase the share capital by an amount of twentythree thousand five hundred Euro (EUR 23,500) so as to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to thirtysix thousand Euro (EUR 36,000) by the issue of two hundred and thirty-five (235) new shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each, having the same rights and obligations as the existing shares together with a total share premium of two million three hundred and twenty-two thousand one hundred and forty-seven Euro (EUR 2,322,147).

Subscription and Payment

The capital increase in the amount of twenty-three thousand five hundred Euro (EUR 23,500) together with the total share premium of two million three hundred and twenty-two thousand one hundred and forty-seven Euro (EUR 2,322,147) have been entirely subscribed and paid up by a contribution in kind of a claim held by AEPF IV S.à r.l., prenamed, represented as aforesaid, against the company, for an amount of two million three hundred and fortyfive thousand six hundred and forty-seven Euro (EUR 2,345,647).

Proof of such subscription and payment has been given on presentation of interim financial statements of the company dated April 30, 2010 and by a certification dated May 20, 2010 from the board of managers of AEPF IV S.à r.l., prenamed, relating to the existence and to the value of the claim held by it against the company.

Second resolution

The sole partner decides to amend Article 7 of the Articles of Incorporation in order to reflect the foregoing resolutions, so as to be read as follows:

“ **Art. 7.** The capital of the company is set at thirty-six thousand Euro (EUR 36,000) divided into three hundred and sixty (360) parts of one hundred Euro (EUR 100) each.”

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the foregoing increase of capital are estimated at approximately two thousand eight hundred euro (€ 2,800.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille dix, le vingt-huit mai,

Pardevant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A COMPARU:

Madame Candice Wiser, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire de AEPF IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en vertu d'une procuration du 20 mai 2010, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant a déclaré et requis le notaire d'acter:

1) Que AEPF IV S.à r.l. est l'associé unique de ORCHID LUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 137.782, constituée suivant acte reçu par Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 26 mars 2008, publié au Mémorial C, numéro 1128 du 7 mai 2008.

2) Que le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune.

3) Ces faits exposés, l'associé prénommé, représentant l'intégralité du capital social a décidé de prendre les résolutions suivantes, conformes à l'ordre du jour:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt-trois mille cinq cents Euros (23.500 EUR) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) à trente-six mille Euros (36.000 EUR) par l'émission de deux cent trente-cinq (235) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes ensemble avec une prime d'émission de deux millions trois cent vingt-deux mille cent quarante-sept Euros (EUR 2.322.147).

Souscription et Libération

L'augmentation de capital d'un montant de vingt-trois mille cinq cents Euros (23.500 EUR) ensemble avec la prime d'émission de deux millions trois cent vingt-deux mille cent quarante-sept Euros (EUR 2.322.147) ont été entièrement souscrites et libérées moyennant un apport en nature d'une créance détenue par AEPF IV S.à r.l., préqualifiée, représentée comme dit ci-avant, contre la société, à concurrence d'un montant de deux millions trois cent quarante-cinq mille six cent quarante-sept Euros (2.345.647 EUR).

La preuve de ladite souscription et dudit paiement a été fournie moyennant présentation d'un état financier intérimaire de la société daté du 30 avril 2010 et moyennant un certificat daté du 20 mai 2010 établi par le conseil de gérance de AEPF IV S.à r.l., préqualifiée, relatif à l'existence et à la valeur de la créance détenue par elle à l'égard de la société.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 7 des statuts afin de refléter les résolutions qui précèdent et de lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le capital de la société est fixé à trente-six mille Euros (36.000 EUR) représenté par trois cent soixante (360) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune. »

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société s'élève à approximativement deux mille huit cents euros (€ 2.800,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Wiser, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 mai 2010. Relation: EAC/2010/6334. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010078206/105.

(100089689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2010.

Grep Eins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 122.656.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Juni 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010084503/10.

(100094121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

**Jesada S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Jesada Holding S.A.).**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.218.

L'an deux mille dix

Le vingt-six mai.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding JESADA HOLDING S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 46.218,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 décembre 1993, publié au Mémorial C numéro 112 du 25 mars 1994,

dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 novembre 2001, publié au Mémorial C numéro 390 du 11 mars 2002.

La séance est ouverte à 09.45 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Differdange.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Sophie HENRYON, employée privée, demeurant à Herserange (France).

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur

Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, demeurant à Rodange.

Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les TROIS CENT DIX-HUIT (318) ACTIONS actions d'une valeur nominale de HUIT MILLE SEPT CENT SOIXANTE-SIX (€ 8.766.-) chacune, représentant l'intégralité du capital de DEUX MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT EUROS (€ 2.787.588.-) sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Transformation de la société anonyme holding en société de gestion de patrimoine familial ("SPF"); suppression dans les Statuts de toute référence à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, à compter de ce jour;

2) Changement du libellé de l'objet social (article 2 des statuts) pour lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

(i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes."

3) Modification de la dénomination de la société en JESADA S.A., SPF. Modification de l'article 1 -1^{er} alinéa, des statuts pour lui donner la teneur suivante: il existe une société anonyme, sous la dénomination de JESADA S.A., SPF.

4) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer la société anonyme holding en société de gestion de patrimoine familial ("SPF") à compter de ce jour.

Toute référence dans les statuts à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding est supprimée, notamment à l'article seize (16) des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 16. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer l'objet social de la société, de sorte que l'article deux (2) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en JESADA S.A., SPF, de sorte que l'article premier (1^{er}) - 1^{er} alinéa des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er} . 1^{er} alinéa. Il existe une société anonyme, sous la dénomination de JESADA S.A., SPF.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01 juin 2010. Relation: EAC/2010/6383. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010078147/83.

(100089799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2010.

Valmer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.665.

Bilan au 31.12.2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010084652/10.

(100094027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Kaba Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 84.794.

In the year two thousand ten, on the twenty-eighth day of May.

Before US Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of shareholders of "KABA FINANCE LUXEMBOURG S.A." (hereafter the "Company"), a corporation ("société anonyme") having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 84.794 and incorporated by a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial, Recueil Spécial C number 469, dated of November 22, 2001. The Company's articles of association have been amended by a deed of the undersigned notary on May 20, 2010, not yet published.

The meeting is opened by Rachel Uhl, with professional address at Luxembourg, being in the chair (hereafter the "Chairman"),

who appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Régis Galiotto, with professional address at Luxembourg,

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholder(s) present or represented, the proxyholder(s) of the represented shareholder(s) and the number of their shares are recorded in an attendance list; this attendance list, signed by the shareholder(s), the proxyholder(s) of the represented shareholder(s) and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The proxy/proxies of the represented shareholder(s) will also remain annexed to the present deed after having been signed "ne varietur" by the proxyholder(s) of the appearing persons and the undersigned notary.

II. As it appears from the said attendance list, all the issued shares, representing the whole share capital of the Company, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Consider waiving the convening notice;

2. Consider increasing the share capital of the Company by an amount of one million twenty-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 1'022'727.50) in order to raise it from its present amount of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000) to two million two hundred seventy-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 2'272'727.50) by the issue of eight hundred eighteen thousand one hundred eightytwo (818'182) new shares with a par value of one Euro and twenty-five cent (EUR 1.25) each, and an aggregate par value of one million twenty-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 1'022'727.50) together with a share premium amounting to one hundred twenty-four million four hundred sixtyfive thousand two hundred eighty-one Euros and fifty cents (EUR 124'465'281.50) vested with the same rights and obligations as the existing shares (the "New Shares");

3. Consider the subscription to all the New Shares by KABA HOLDING AG, a corporation incorporated and existing under Swiss law, with registered office at Hofwisenstrasse 24, CH- 8153 Rümlang, Switzerland, registered with the Commercial Register of Zurich under company number CH-020.3.902.576-3 ("KHR");

4. Consider the full payment of the New Shares and share premium by contribution in kind in the total value of one hundred twenty-five million four hundred eighty-eight thousand nine Euros (EUR 125,488,009), consisting of a receivable held by KHR towards the Company (the "Contributed Receivable");

5. Consider amending the first paragraph of Article 5 of the Company's Articles of Association to give it the following content:

" **Art. 5. Paragraph 1.** The Company's share capital is set at two million two hundred seventy-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 2'272'727.50) represented by one million eight hundred eighteen thousand one hundred eighty-two (1'818'182) shares with a par value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each, all fully subscribed, carrying each one voting right in the general meeting";

6. Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the shareholder(s), the general meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present general meeting, the general meeting waives the convening notice, the shareholder represented considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The general meeting resolves to increase the Company's share capital to the extent of one million twenty-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 1'022'727.50) in order to raise it from its present amount of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000) to two million two hundred seventy-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 2'272'727.50) by the issue of eight hundred eighteen thousand one hundred eighty-two (818'182) new shares with a par value of one Euro and twenty-five Cents (EUR 1.25) each, and an aggregate par value of one million twenty-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 1'022'727.50), together with one hundred twenty-four million four hundred sixty-five thousand two hundred eighty-one Euros and fifty cents (EUR 124'465'281.50) of share premium, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Third resolution

The general meeting resolves to agree to the subscription of all eight hundred eighteen thousand one hundred eighty-two (818'182) New Shares by KABA HOLDING AG, aforementioned.

Subscription - Payment

Thereupon KABA HOLDING AG, aforementioned declares to subscribe to the New Shares and have them fully paid up together with a share premium amounting to one hundred twenty-four million four hundred sixty-five thousand two hundred eighty-one Euros and fifty cents (EUR 124'465'281.50) by a contribution in kind consisting of the Contributed Receivable which is hereby transferred to and accepted by the Company at the value of one hundred twenty-five million four hundred eighty-eight thousand nine Euros (EUR 125,488,009).

The total value of such contribution, which is declared to be of one hundred twenty-five million four hundred eighty-eight thousand nine Euros (EUR 125,488,009) by KABA HOLDING AG, and whose valuation is accepted by the Company, is subject to an independent auditor's report, in accordance with article 32-1 (5) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended, established by PRICEWATERHOUSECOOPERS S.À R.L., with registered office at 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65477, which report concludes as follows:

Conclusion

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the contribution in kind does not correspond at least to the number and the nominal value, increased by the share premium, of the shares to be issued in counterpart."

PRICEWATERHOUSECOOPERS S.À R.L.

Such report, being initialed «ne varietur» by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Fourth resolution

Further to the above increase of capital, the general meeting resolves to amend the paragraph 1 of Article 5 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5. Paragraph 1.** The Company's share capital is set at two million two hundred seventy-two thousand seven hundred twenty-seven Euros and fifty cents (EUR 2'272'727.50) represented by one million eight hundred eighteen thousand one hundred eighty-two (1'818'182) shares with a par value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each, all fully subscribed, carrying each one voting right in the general meeting";

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euros (EUR 7,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Hier folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendzehn am 28. Mai,

vor dem unterzeichnenden Notar Maître Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

wird eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter von "KABA FINANCE LUXEMBOURG S.A.", (nachfolgend die „Gesellschaft“), eine Aktiengesellschaft mit Sitz in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg, eingetragen

im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 84.794, gegründet durch eine Urkunde des oben genannten Notars, die am 22. November 2001 im Mémorial, Spezialregister C, Nummer 469, veröffentlicht wurde.

Die Statuten der Gesellschaft wurden abgeändert durch eine Urkunde des oben genannten Notars, die noch nicht im Mémorial, Spezialregister C veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wurde durch den Vorsitzenden Frau Rachel Uhl, mit Amtssitz in Luxemburg eröffnet. Der Vorsitzende ernannt als Schriftführer und die Versammlung wählt Herr Régis Galiotto, mit Amtssitz in Luxemburg, als Wahlprüfer.

Nachdem der Versammlungsausschuss somit zusammengesetzt ist, ersucht der Vorsitzende den Notar wie folgt zu beurkunden:

I. Der/ die anwesende(n) oder repräsentierte(n) Gesellschafter, der/die Vertreter des/der repräsentierten Gesellschafter(s) sowie die Anzahl der von ihm/ihnen gehaltenen Aktien werden in der Anwesenheitsliste festgehalten; diese Anwesenheitsliste wird, nachdem sie von dem/den Gesellschafter(n), dem/den Vertreter(n) der repräsentierten Gesellschafter und dem unterzeichneten Notar unterschrieben wurde, der vorliegenden Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmacht(en) des/der repräsentierten Gesellschafter(s) wird/werden, nachdem sie durch die Vertreter der Erschienenen zusammen mit dem unterzeichneten Notar „ne varietur“ unterschrieben wurden, ebenfalls der vorliegenden Urkunde beigefügt.

II. Wie aus der Anwesenheitsliste zu entnehmen ist, sind in der gegenwärtigen Generalversammlung alle ausgegebenen Aktien, die das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, anwesend bzw. repräsentiert, so dass die Versammlung wirksam über alle Tagesordnungspunkte entscheiden kann.

III. Die Tagesordnung der Versammlung ist wie folgt:

1. Beratung über den Verzicht auf die Einberufungsbekanntmachung;

2. Beratung über die Erhöhung des Gesellschaftskapitals um eine Million zweiundzwanzigtausendsiebenhundertsebenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 1.022.727,50) so dass es von seinem aktuellen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000) auf zwei Millionen zweihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertsebenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 2.272.727,50) angehoben wird, indem achthundertachtzehntausendeinhundertzweiundachtzig (818.182) neue Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25) und einem Gesamtwert von einer Million zweiundzwanzigtausendsiebenhundertsebenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 1.022.727,50) zusammen mit einem Agio von einhundertvierundzwanzig Millionen vierhundertfünfundsechzigtausendzweihunderteinundachtzig Euro und fünfzig Cents (EUR 124.465.281,50) herausgegeben werden, die allesamt mit den gleichen Rechten und Pflichten ausgestattet sind wie die bereits existierenden Aktien (die „Neuen Aktien“);

3. Beratung über die Zeichnung dieser Neuen Aktien durch KABA HOLDING AG, eine Aktiengesellschaft, welche nach Schweizer Recht gegründet wurde und diesem unterliegt, mit Gesellschaftssitz in Hofwisenstrasse 24, CH-8153 Rümlang, Schweiz, eingetragen im Handelsregister des Kantons Zürich unter der Gesellschaftsnummer CH-020.3.902.576-3 („KHR“);

4. Beratung über die Zahlung der Neuen Aktien und des Agios im Wege einer Sacheinlage im Gesamtwert von einhundertfünfundzwanzig Millionen vierhundertachtundachtzigtausendneun Euro (EUR 125.488.009) die aus einer Forderung der KHR gegenüber der Gesellschaft besteht (die „Eingelegte Forderung“);

5. Beratung über die Änderung des ersten Paragraphen von Artikel 5 der Gesellschaftsstatuten, um ihm den folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. Paragraphen 1. Das Gesellschaftskapital wird auf zwei Millionen zweihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertsebenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 2.272.727,50) festgesetzt, eingeteilt in eine Million achthundertachtzehntausendeinhundertzweiundachtzig (1.818.182) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25), alle vollständig gezeichnet, wobei jede einzelne Aktie auf den Hauptversammlungen über je eine Stimme verfügt.

6. Verschiedenes.

Nachdem das Vorhergehende von den Gesellschaftern genehmigt wurde, fasst die Generalversammlung die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Das Gesamtkapital ist in der gegenwärtigen Versammlung vollständig anwesend bzw. repräsentiert. Aus diesem Grund verzichtet die Generalversammlung auf die förmliche Einberufungsbekanntmachung. Die repräsentierten Gesellschafter betrachten sich als ordentlich einberufen und haben genaue Kenntnis der Tagesordnung, die ihnen im Vorfeld übermittelt wurde.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital um eine Million zweiundzwanzigtausendsiebenhundertsebenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 1.022.727,50) zu erhöhen, so dass es von seinem aktuellen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000) auf zwei Millionen zweihundertzweiundsiebzigttausendsieben-

hundertsevenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 2.272.727,50) angehoben wird, indem achthundertachtzehntausendeinhundertzweiundachtzig (818.182) neue Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25) und einem Gesamtwert von einer Million zweiundzwanzigtausendsiebenhundertsevenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 1.022.727,50) ausgegeben werden, zusammen mit einem Agio in Höhe von einhundertvierundzwanzig Millionen vierhundertfünfundsechzigtausendzweihunderteinundachtzig Euro und fünfzig Cents (EUR 124.465.281,50), allesamt ausgestattet mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bereits existierenden Aktien.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung erklärt sich einverstanden, dass alle achthundertachtzehntausendeinhundertzweiundachtzig (818.182) neuen Aktien durch die zuvor bezeichnete KABA HOLDING AG gezeichnet werden.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt die KABA HOLDING AG alle Neuen Aktien zu zeichnen und diese zusammen mit dem Agio in Höhe von einhundertvierundzwanzig Millionen vierhundertfünfundsechzigtausendzweihunderteinundachtzig Euro und fünfzig Cents (EUR 124.465.281,50) durch die Sacheinlage in Form der Eingelegten Forderung einzuzahlen, die hiermit zu einem Wert von einhundertfünfundzwanzig Millionen vierhundertachtundachtzigtausendneun Euro (EUR 125.488.009) an die Gesellschaft übertragen und von dieser angenommen wurden.

Der Gesamtwert dieser Sacheinlage, welcher sich laut KABA HOLDING AG auf einhundertfünfundzwanzig Millionen vierhundertachtundachtzigtausendneun Euro (EUR 125.488.009) beläuft und dessen Bewertung durch die Gesellschaft akzeptiert wurde, ist abhängig von dem Bericht eines unabhängigen Wirtschaftsprüfers, welcher durch PRICEWATERHOUSECOOPERS, mit Gesellschaftssitz in 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 65.477, gemäß Artikel 32-1 (5) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung erstellt wurde. Der Bericht schließt wie folgt:

Conclusion

“Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the contribution in kind does not correspond at least to the number and the nominal value, increased by the share premium, of the shares to be issued in counterpart.”

PRICEWATERHOUSECOOPERS S.À R.L.

Dieser Bericht bleibt nach „ne varietur“ Paraphierung durch die erschienenen Personen und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit derselben zusammen zeitgleich registriert zu werden.

Vierter Beschluss

Als Folge der obigen Kapitalerhöhung beschließt die Generalversammlung, Artikel 5 Paragraph 1 der Gesellschaftstatuten zu ändern, um ihm den folgenden Wortlaut zu geben.

Art. 5. Paragraph 1. Das Gesellschaftskapital wird auf zwei Millionen zweihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertsevenundzwanzig Euro fünfzig Cents (EUR 2.272.727,50) festgesetzt, eingeteilt in eine Million achthundertachtzehntausendeinhundertzweiundachtzig (1.818.182) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25), alle vollständig gezeichnet, wobei jede einzelne Aktie auf den Hauptversammlungen über je eine Stimme verfügt.

Nachdem keine weiteren Geschäfte zu tätigen sind, wird die Versammlung beendet.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren in jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr sieben tausend Euros (EUR 7.000.-) geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen und englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist der englische Text maßgebend.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde an dem eingangs genannten Datum in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen vorgelesen wurde, haben dieselben zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: R.GALIOTTO, R.UHL, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 01 juin 2010. Relation: LAC/2010/24044. Reçu soixante-quinze euros (75 euros).

Le Receveur (signé): F.SANDT.

Référence de publication: 2010078149/219.

(100089613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2010.

Utility Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 105.264.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2010.

Pour Utility Corporate Services S.à r.l.

Représentée par M. Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2010084627/14.

(100093964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Walnut, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 51.537.

L'an deux mille dix, le sept mai.

Par devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding «WALNUT», ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 51537, constituée suivant un acte reçu le 22 juin 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 469 du 20 septembre 1995 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant résolutions du Conseil d'Administration du 8 juin 2001, dont un extrait a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 106 du 19 janvier 2002.

L'assemblée est présidée par Monsieur John SEIL, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Alexia UHL, juriste, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michel PICARD, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 14.000 (quatorze mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007.

2. Modification subséquente de l'article 1, de l'article 4 relatif à l'objet social et de l'article 21 des statuts de la société, qui auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous la forme d'une société anonyme portant la dénomination de WALNUT.»

« **Art. 4.** La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

« **Art. 21.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

3. Modification des articles 7, 11 et 16 des statuts afin de les adapter à la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs étant admis, sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

« **Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.»

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'abandonner le régime fiscal instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et d'adopter le statut d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007.

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec la modification envisagée.

Seconde résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier les articles 1, 4 et 21 des statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il existe une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous la forme d'une société anonyme portant la dénomination de WALNUT.»

« **Art. 4.** La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

« **Art. 21.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Troisième résolution

Afin d'adapter les statuts à la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'assemblée décide de modifier les articles 7, 11 et 16 des statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs étant admis, sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

« **Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.»

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J.SEIL, A.UHL, M.PICARD, G.LECUIE.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 mai 2010. Relation: LAC/2010/20964. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): F.SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2010.

Référence de publication: 2010078294/126.

(100089705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2010.

Alpaga Promotions SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4710 Pétange, 56, rue d'Athus.

R.C.S. Luxembourg B 130.510.

L'an deux mille dix, lé huit juin.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

S'est réunie:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ALPAGA PROMOTIONS S.A., ayant son siège social à L-4959 Bascharage, Z.A., Op Zaemer 43-45, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 31 juillet 2007, publié au Mémorial C no 2049 en date du 20 septembre 2007, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 janvier 2010, publié au Mémorial C no 424 en date du 26 février 2010.

L'assemblée est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Monsieur Monsieur Carlos RODRIGUES DE SOUSA, technicien en chauffage, demeurant à L-4222 Esch/Alzette, 167, rue de Luxembourg.

Qui désigne comme secrétaire Monsieur Romain WINKEL, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Differdange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Romain FELS, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Differdange.

Le bureau étant ainsi constitué le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- 1.- Transfert du siège social à Pétange.
- 2.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts.
- 3.- Fixation de l'adresse du siège social.

II.- Il a été établie une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires ou leurs mandataires, le notaire sous-signé et par les membres du bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec la ou les procuration(s) signée(s) "ne varietur" par les mandataires.

III.- Il résulte de la liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée, et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée générale prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social à Pétange.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social est établi à Pétange (...)"

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de fixer l'adresse du siège social à L-4710 Pétange, 56, rue d'Athus.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états ou demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Rodrigues De Sousa, Winkel, Fels, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 juin 2010. Relation: EAC / 2010 / 6921. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 15 juin 2010.

Robert SCHUMAN.

Référence de publication: 2010077744/51.

(100088499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2010.

Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.881.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty fourth day of the month of June.

Before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

INVESCO EUROPEAN HOTEL REAL ESTATE IV S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of 10th August 1915 and having its registered office at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 148.127, represented by Mrs Simone Schmitz, jurist, with professional address in Luxembourg pursuant to a proxy dated 22 June 2010; such proxy to be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l. ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons and entities who may become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourgish and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by pur-

chase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property throughout Europe and carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

The Company may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general member with unlimited liability or as a limited member with limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (€ 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (€ 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association. The Company shall ensure at all times that (i) there will be no more than thirty (30) members in the company and (ii) none of the members in the Company will be a physical person and (iii) following any transfer of shares, clauses (i) and (ii) will remain satisfied.

For the avoidance of doubt this provision operates only to give the Company the opportunity to qualify as a special foreign fund (Spezial-Investmentvermögen) within the meaning of article 16 of the German Investment Tax Act for German Tax purposes and each shareholder understands and agrees that it has no action whatsoever for damages whether in contract or tort (and will not seek to pursue any such action) against either the company's assets in the event that this provision is breached or amended.

Art. 6. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent of the Company's capital. In accordance with the provisions of Art.5 here above, the Company shall not give effect to any transfer of shares, if such transfer results in the Company having more than thirty (30) members or a physical person becoming a member of the Company.

Art. 7. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Meetings of the board of managers shall be held at the registered office or such other place in Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. Resolutions are taken by majority vote of the managers present or represented at the meeting. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another provided that where a conference call or video conference is used as a means of communication, it must be initiated and chaired from Luxembourg.

The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Managers' resolutions shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or the board of managers (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of the manager, or by the joint signatures of any two managers (in the case of a board of managers) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the managers.

The minutes of any meeting of the board of managers will be signed by any two managers of the board.

Art. 8. Except in case of negligence or wilful misconduct, the manager(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As agents of the Company, they are responsible only for the performance of their duties.

Art. 9. Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Art. 10. Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law at meetings held including, if, and to the extent, provided for by Luxembourg Company law, meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by the manager(s) by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 members, an annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the last but one business day of the month of October of each year at 4:30 and for the first time in October 2011. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. The accounting year begins on the first day of July of each year and ends on 30th June of the following year.

Art. 12. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 13. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 14. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of the present deed and finish on the 30th June 2011.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

12,500 shares at € 1 each for a total of € 12,500.

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (1,300. EUR).

Extraordinary general meeting

The single member has forthwith taken immediately the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is fixed at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- 2) The following persons are named to the board of managers (with joint signature powers) of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Dennis Twining, born on 7 January 1941 in Michigan, USA, with professional address at 290 Montant Drive, 33410 Palm Beach Gardens, Florida, USA;

Marc Socker, director hotel acquisitions, born on 7 October 1976 in Wimbledon, with professional address at Portman Square House 43-45 Portman Square, London W1H 6LY, United Kingdom;

Ascan Kokai, director of asset management, born on 18 February 1971 in Bonn, with professional address at Maffeistraße 3, 80333 München, Germany, and

Juliette Henry, fund administrator, born on 30 April 1973 in West Bromwich, United Kingdom, with professional address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahr zweitausendundzehn, am vierundzwanzigsten Tag des Monats Juni.

Vor Uns, Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Sitz in Luxemburg.

IST FOLGENDE PARTEI ERSCHIENEN:

INVESCO EUROPEAN HOTEL REAL ESTATE IV S.à r.l., eine Gesellschaft organisiert und bestehend unter den Gesetzen vom 10. August 1915 und mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, R.C.S. Luxemburg B 148.127, vertreten durch Frau Simone Schmitz, Juristin, geschäftlich ansässig in Luxemburg auf Grund einer Vertretungsvollmacht vom 22. Juni 2010; diese Vollmachtsurkunde wird mit der vorliegenden Urkunde einregistriert werden.

Die erschienene Partei, die in der oben angeführten Eigenschaft tätig ist, hat die unterzeichnende Notarin ersucht, folgenden Gesellschaftsvertrag einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l. auszuarbeiten, die hierdurch wiefolgt errichtet wird:

Art. 1. Hiermit wird zwischen der erschienenen Partei und allen Personen und juristischen Personen, die gegebenenfalls darauf Mitglieder werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit dem Namen "Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") eingerichtet. Die Gesellschaft wird durch diesen Gesellschaftsvertrag und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Besitz von Anteilen in jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Firmen und in jeglicher weiteren Form von Beteiligungen, wie den Erwerb durch Kauf, Übereignung oder in anderer Form sowie die Abtretung durch Verkauf, unter anderem durch Austausch von Sicherheiten jeglicher Art und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung des Portfolios.

Zweck der Gesellschaft ist auch die Beteiligung in Immobilienbesitz entweder durch Erwerb, Austausch oder ähnliches sowie durch Veräußerung, Verwaltung, und Entwicklung von Immobilienbesitz in Europa sowie jegliche Tätigkeit durchzuführen, die mittelbar oder unmittelbar damit im Zusammenhang steht oder welche sinnvoll zur Ausführung und Entwicklung des Gesellschaftszwecks erscheint.

Die Gesellschaft kann bürgen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften, in denen sie Anteile mittelbar oder unmittelbar hält oder die am selben Portfolio der Gesellschaft teilhaben, unterstützen.

Die Gesellschaft kann weiter als allgemeiner oder beschränkter Teilhaber mit beschränkter oder voller Haftung für alle Verpflichtungen aufgrund der Teilhaberschaft oder ähnlichen Gesellschaftsformen agieren.

Die Gesellschaft kann zu ihren und auch zu Gunsten Dritter jegliche Tätigkeiten ausführen, die der Durchführung des Gesellschaftszwecks dienen oder welche direkt oder indirekt im Bezug zum Gesellschaftszweck stehen.

Art. 3. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann an jeden Ort im Großherzogtum verlegt werden. Dies geschieht durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, beraten.

Die Adresse des eingetragenen Sitzes kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Stadtgemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Solche vorübergehende Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder der Geschäftsführung vorgenommen und den beteiligten Parteien mitgeteilt.

Art. 5. Das herausgegebene Stammkapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert (12.500) Euro, aufgeteilt auf zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem (1) Euro. Das Kapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Mitglieder, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, erhöht oder verringert werden.

Die Gesellschaft stellt sicher, dass zu keinem Zeitpunkt (i) mehr als 30 Gesellschafter vorhanden sind und (ii) keines dieser Mitglieder eine natürliche Person ist und (iii) im Anschluss an jede Übertragung von Anteilen die Klauseln (i) und (ii) erfüllt bleiben.

Soweit notwendig wirkt diese Bestimmung nur um der Gesellschaft die Gelegenheit zu geben, sich im Sinne des Artikels 16 des deutschen Investmentsteuergesetzes zu deutschen Steuerzwecken als Spezial-Investmentvermögen zu qualifizieren. Jeder Anteilinhaber versteht und erklärt sich damit einverstanden, dass er keinen Anspruch auf Ersatz von Schäden aus dem Gesellschaftsvermögen hat, weder aus Vertrag noch aus Delikthandlungen (und dass er keine solche Handlung gerichtlich verfolgen wird), wenn gegen diese Bestimmung verstoßen oder diese geändert wird.

Art. 6. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung auf Dritte der Einwilligung von mindestens 75% des Stammkapitals. In Übereinstimmung mit Art. 5 führt die Gesellschaft keine Anteilsübertragungen aus, die dazu führen würden, dass die Gesellschaft von mehr als 30 Gesellschaftern gehalten oder eine natürliche Person Gesellschafter wird.

Art. 7. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen. Sie werden durch einfache Mehrheit gewählt und abberufen. Dies geschieht auf der Generalversammlung, welche die Befugnis und die Dauer der Vollmachten beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung mit oder ohne Grund (ad nutum) zu jeder Zeit widerrufen werden.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, bilden diese die Geschäftsführung. Die Geschäftsführersitzung wird im Gesellschaftssitz oder durch Beschluss der Geschäftsführung an einem anderen Ort in Luxemburg abgehalten.

Entscheidungen werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann an den Geschäftsführungssitzungen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln, die es ihm ermöglichen mit anderen zu kommunizieren, teilnehmen, vorausgesetzt, dass die Sitzung welche mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten wird, von Luxemburg aus geleitet und initiiert wird.

Die Teilnahme, oder das Abhalten einer solchen Versammlung, entspricht einer persönlichen Teilnahme an den Sitzungen. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer der hierzu bevollmächtigt ist vertreten lassen.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer sollten beweiskräftig beglaubigt sein, oder ein Auszug dieser muss von jedem Geschäftsführer unterschrieben werden.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (im Falle einer Geschäftsführung) die weitestreichende Macht um in allen Lagen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Lagen, jeden Akt und jede Handlung im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheissen.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des Geschäftsführers, der Geschäftsführung (im Falle einer Geschäftsführung) oder durch die Unterschrift einer oder mehreren Personen, welche durch Delegation einer der Gesellschafter dazu befugt sind, gebunden sein.

Die Protokolle aller Geschäftsführerversammlungen werden von zwei beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 8. Der oder die Gesellschafter übernehmen, aufgrund ihrer Position, keine persönliche Haftung für Begehungen die im Namen der Gesellschaft geschehen, abgesehen von Vorsatz oder Fahrlässigkeit. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie nur für die Erfüllung ihrer Verpflichtungen verantwortlich.

Art. 9. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Anteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Die in Sitzungen, Telefonkonferenzschaltung, Videokonferenzschaltung oder durch andere Kommunikationsmittel, falls und soweit durch das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorgesehen, gefassten Beschlüsse, welche erlauben sich zu verständigen und durch welche die Teilnahmen an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel der persönlichen Anwesenheit entspricht, werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgesehenen Form und Mehrheit gefasst. Eine ordnungsgemäße Sitzung der Gesellschaftsmitglieder sollte die ganze Anteilhaberschaft vertreten.

Die Einberufung der Sitzung durch den/die Geschäftsführer hat wenigstens acht (8) Tage vor dem für die Sitzung geplanten Termin zuzugehen und erfolgt mittels eingeschriebenen Briefes an die Adresse der Gesellschafter die im Register der Gesellschafter der Gesellschaft eingetragen ist. Wenn das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden. Beschlüsse die die Änderung des Gesellschaftsvertrages betreffen, werden (i) durch Stimmenmehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des herausgegebenen Stammkapitals entsprechen, gefasst.

Im Falle dass, und solange die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter hat, hat jedes Jahr, am vorletzten Werktag im Monat Oktober um 16.30 Uhr, erstmalig im Oktober 2011, eine Generalversammlung am Geschäftssitz in Luxemburg statt zu finden. Wenn dies kein Werktag sein sollte, wird die Sitzung am darauffolgenden Werktag stattfinden.

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Juli und endet am 30. Juni jedes Folgejahres.

Art. 12. Jedes Jahr sowie am Ende des ersten Geschäftsjahres wird der Jahresbericht durch den Geschäftsführer oder eventuell durch die Geschäftsführung verfasst.

Art. 13. Der Finanzbericht steht den Anteilhabern im Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 14. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Reingewinns der Gesellschaft werden dem vom Gesetz verlangten Reservefonds zugewiesen. Diese Zuweisung wird nicht mehr verlangt, sobald und solange der Reservefonds sich auf zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beläuft.

Die Mitglieder können auf Grund von vom Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung ausgearbeiteten Finanzberichten die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen. Dies zeigt dass genügend Rücklagen zur Verteilung vorhanden sind. Der ausgegebene Betrag kann jedoch nicht die seit dem letzten Geschäftsjahresende erzielten realisierten Gewinne, erhöht durch die übertragenen Gewinne und die aufzuteilenden Reserven aber unter Abzug der übertragenen Verluste und Beträge welche auf ein Reservekonto eingezahlt werden müssen, nicht überschreiten. Dieser Restbetrag wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Mitglieder ausgeschüttet. Das Anteilsprämienkonto wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Anteilhaber ausgegeben. Die Generalversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf das Reservekonto zu überweisen.

Art. 15. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren welche Gesellschafter oder nicht sein können, und die durch die Generalversammlung ernannt werden. Diese legt ebenfalls ihre Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 16. Falls, und solange nur ein Mitglied alle Anteile der Gesellschaft besitzt, besteht die Gesellschaft als Ein-Person-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes anwendbar.

Art. 17. Für alle nicht in diesem Gesellschaftsvertrag geregelten Angelegenheiten finden die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

Übergangs Bedingungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Errichtung der Gesellschaft und endet am 30. Juni 2011.

Zeichnung und Einzahlung

Die Satzung der Gesellschaft wurde gerade von der erschienenen Partei festgesetzt, die erschienene Partei hat die nachstehend angeführte Zahl von Anteilen gezeichnet und den Betrag in bar eingezahlt:

12.500 Anteile für jeweils € 1. Dies beläuft sich auf einen Gesamtbetrag von € 12.500.

Der Nachweis für diese Zahlung wurde dem unterfertigten Notar vorgelegt.

Auslage, Schätzung

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen und Lasten jedweder Form, die von der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausenddreihundert Euro (1.300.- EUR) geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Der alleinige Anteilinhaber hat sofort folgende Beschlüsse getroffen:

- 1) Der Geschäftssitz der Gesellschaft ist eingetragen in 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- 2) Die folgenden Personen bilden die Geschäftsführung (mit zweifacher Unterschrift) auf unbegrenzte Zeit im Sinne des Gesellschaftsvertrages:

Dennis Twining, geboren am 7. Januar 1941 in Michigan, USA geschäftsansässig in 290 Montant Drive, 33410 Palm Beach Gardens, Florida, USA

Marc Socker, director hotel acquisitions, geboren am 7. Oktober 1976 in Wimbledon geschäftsansässig in Portman Square House 43-45 Portman Square London W1H 6LY, Großbritannien,

Ascan Kokai, Director of Asset Management, geboren am 18. Februar 1971 in Bonn, geschäftsansässig in Maffeistraße 3, 80333 München, Deutschland, und

Juliette Henry, fund administrator, geboren am 30. April 1973 in West Bromwich, Großbritannien geschäftsansässig in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Der vorliegenden notariellen Urkunde, in Englisch abgefasst, folgt eine deutsche Übersetzung.

Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, hat die englische Fassung Vorrang.

WORÜBER VORLIEGENDE URKUNDE, ausgestellt in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Tag.

Diese Urkunde wurde der erschienenen Partei vorgelesen, welche verlangte, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wird. Die erschienene Partei unterzeichnet gemeinsam mit uns, dem Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, die vorliegende urschriftliche Urkunde.

Signé: S. Schmitz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 juin 2010. Relation: LAC/2010/28285. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2010.

Référence de publication: 2010082145/326.

(100093408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2010.

Cheyne Special Situations Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 106.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010083548/9.

(100094109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Bioenergy General Partners SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 129.040.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Suite à une assemblée générale extraordinaire enregistrée à Luxembourg, actes civils le 11 juin 2010, LAC/2010/25853 et reçue par devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg en date du 4 juin 2010, acte n°232, il a été prononcé la clôture de la liquidation de la société BIOENERGY GENERAL PARTNERS SA qui cessera d'exister.

L'assemblée a décidé que les livres et documents de la société resteront déposés pendant 5 années au 48 boulevard Grande Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 June 2010.

Référence de publication: 2010083536/16.

(100094143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Flyink S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8224 Mamer, 1B, rue d'Athènes.

R.C.S. Luxembourg B 115.667.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010076935/9.

(100088936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2010.

Navilux Schifffahrt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 101.065.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010077059/9.

(100088937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2010.

Successful Expectations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 144.231.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 58819 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010077120/10.

(100088524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2010.

Carma Granit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8387 Koerich, 5, Cité Um Boeschchen.

R.C.S. Luxembourg B 106.844.

Les comptes annuels au 15/06/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077343/10.

(100088075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Patrimoine Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 67.853.

EXTRAIT

L'an deux mille dix, le 10 juin 2010

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE PATRIMOINE IMMO SA, R.C. B 67.853 avec siège social à L-3895 FOETZ 10, rue l'Avenir,

Délibération

1. Est nommé nouvel administrateur délégué, avec effet au 10 juin 2010, en remplacement de Monsieur Giancarlo GIACOMETTI, gérant, demeurant à L- 4201 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Lallange, Monsieur Thierry GIACOMETTI, ouvrier, demeurant à L-7626 Larochette, 24, Chemin J.A.Zinnen.

Le conseil d'administration se compose donc avec effet au 10 juin 2010 comme suit:

administrateur-délégué: Monsieur Thierry GIACOMETTI, ouvrier, demeurant à L-7626 Larochette, 24, chemin J.A.Zinnen, Administrateur,

administrateur: Madame GIACOMETTI-PINNA Bernadette, indépendante, demeurant 24, chemin J. A Zinnen L-7626 LAROCLETTE

administrateur: Monsieur GIACOMETTI Piero, retraité, demeurant rue Torre Calzolari à GUBBIO (ITALIE)

2. La société sera engagée par la seule signature de l'administrateur délégué, Monsieur Thierry GIACOMETTI, ouvrier, demeurant à L-7626 Larochette, 24, chemin J.A.Zinnen,

plus rien ne figure à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole la séance est levée à 11 heures.

Signatures.

Référence de publication: 2010077713/25.

(100088152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Carval International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8147 Bridel, 13, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 49.142.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 15 avril 2010, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée Carval International S.à r.l., avec siège social à L-8147 Bridel, 13, rue Jean Bertholet, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Luxembourg, le 21 juin 2010.

Pour extrait conforme

Me Alexandra Castegnaro

Le liquidateur

Référence de publication: 2010077344/17.

(100087649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CBSM Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3562 Dudelange, 34, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 103.439.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077345/10.

(100087586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Cezan Lux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4249 Esch-sur-Alzette, 23, rue de Montpellier.

R.C.S. Luxembourg B 105.272.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077346/10.

(100087585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

E.V.A. (Ergon Vehicle Arno) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 118.389.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs suivants avec effet immédiat:

Monsieur Eric VANDERKERKEN, avec adresse professionnelle au 22-24, rives de Clausen à L-2165 Luxembourg.

Monsieur Massimo LONGONI, avec adresse professionnelle au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen à L-2526 Luxembourg

Monsieur Xavier LIKIN, avec adresse professionnelle au 24, avenue Marnix à B-1000 Bruxelles, Belgique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2010.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2010077372/17.

(100087468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Cifi Football S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 133.102.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010077348/10.

(100087658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Cifi, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 58.438.

Statuts cordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 juin 2010.

BLANCHE MOUTRIER

NOTAIRE

Référence de publication: 2010077349/12.

(100087798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Foncière Swan S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 105.898.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.06.2010.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Société Anonyme

CABINET D'EXPERTS COMPTABLES

Signature

Référence de publication: 2010077410/14.

(100087746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CLS Citadel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.176.

EXTRAIT

En date du 20 mai 2010, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Frank Walenta en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 mars 2010.

- Monsieur Patrice Gallasin, avec adresse professionnelle au 21, côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2010, et ce pour une durée indéterminée.

- Suite au changement d'adresse, Mademoiselle Calvaruso Sandra, Gérante, sera inscrite avec adresse professionnelle à "avenue de la Gare 55, L-1611 Luxembourg"

Luxembourg, le 20 mai 2010.

Pour extrait conforme

Sandra Calvaruso

Référence de publication: 2010077350/18.

(100087687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CM Capital Markets Latinamerica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.698.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010077358/10.

(100087652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CLS Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.184.

EXTRAIT

En date du 20 mai 2010, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Frank Walenta en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 mars 2010.

- Monsieur Patrice Gallasin, avec adresse professionnelle au 21, côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2010, et ce pour une durée indéterminée.

- Suite au changement d'adresse, Mademoiselle Calvaruso Sandra, Gérante, sera inscrite avec adresse professionnelle à "avenue de la Gare 55, L-1611 Luxembourg"

Luxembourg, le 20 mai 2010.

Pour extrait conforme

Sandra Calvaruso

Référence de publication: 2010077351/18.

(100087691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CLS Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.183.

EXTRAIT

En date du 20 mai 2010, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Frank Walenta en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 mars 2010.

- Monsieur Patrice Gallasin, avec adresse professionnelle au 21, côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2010, et ce pour une durée indéterminée.

- Suite au changement d'adresse, Mademoiselle Calvaruso Sandra, Gérante, sera inscrite avec adresse professionnelle à "avenue de la Gare 55, L-1611 Luxembourg"

Luxembourg, le 20 mai 2010.

Pour extrait conforme

Sandra Calvaruso

Référence de publication: 2010077352/18.

(100087699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CLS Palisade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.155.

—
EXTRAIT

En date du 20 mai 2010, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Frank Walenta en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 mars 2010.
- Monsieur Patrice Gallasin, avec adresse professionnelle au 21, côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2010, et ce pour une durée indéterminée.
- Suite au changement d'adresse, Mademoiselle Calvaruso Sandra, Gérante, sera inscrite avec adresse professionnelle à "avenue de la Gare 55, L-1611 Luxembourg"

Luxembourg, le 20 mai 2010.

Pour extrait conforme

Sandra Calvaruso

Référence de publication: 2010077353/18.

(100087704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CLS Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.150.

—
EXTRAIT

En date du 20 mai 2010, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Frank Walenta en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 mars 2010.
- Monsieur Patrice Gallasin, avec adresse professionnelle au 21, côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2010, et ce pour une durée indéterminée.
- Suite au changement d'adresse, Mademoiselle Calvaruso Sandra, Gérante, sera inscrite avec adresse professionnelle à "avenue de la Gare 55, L-1611 Luxembourg"

Luxembourg, le 20 mai 2010.

Pour extrait conforme

Sandra Calvaruso

Référence de publication: 2010077354/18.

(100087711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CM Capital Markets Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.697.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 18 juin 2010 que:

- La société FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A. avec siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim a été réélue aux fonctions de commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2011 et qui statuera sur les comptes annuels 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010077355/18.

(100087604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CM Capital Markets Latinamerica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.698.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 18 juin 2010 que:

- La société FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A. avec siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim a été réélue aux fonctions de commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2011 et qui statuera sur les comptes annuels 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010077357/18.

(100087599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CM Capital Markets Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.697.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010077356/10.

(100087656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CPI Asia Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 122.972.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010077361/11.

(100087903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CPI Asia II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 135.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010077362/11.

(100087900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Euro Gest Compta S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 72.701.

—
Constituée le 16 novembre 1999 par-devant le notaire Maître Jean-Paul Hencks, de résidence à Luxembourg.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EURO GEST COMPTA S.A., en liquidation

Signature

Référence de publication: 2010077391/12.

(100088086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CPI CPEH 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 118.036.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010077363/11.

(100087416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Créaforme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4994 Schouweiler, 98, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 109.235.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077364/10.

(100087584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Ellébore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 16, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 112.975.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de Ellebore Sàrl

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2010077375/13.

(100087610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Curtis & Moore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 26-28, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 126.069.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077365/10.

(100087533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

CWI Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 139.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077366/10.

(100088147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Dachstein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 115.721.

EXTRAIT

En date du 20 mai 2010, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Frank Walenta en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 mars 2010.
- Monsieur Patrice Gallasin, avec adresse professionnelle au 21, côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2010, et ce pour une durée indéterminée.
- Suite au changement d'adresse, Mademoiselle Calvaruso Sandra, Gérante, sera inscrite avec adresse professionnelle à "avenue de la Gare 55, L-1611 Luxembourg"

Luxembourg, le 20 mai 2010.

Pour extrait conforme

Sandra Calvaruso

Référence de publication: 2010077367/18.

(100087719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Simed Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 26-28, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 126.068.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010077369/10.

(100088051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Dory 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 110.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010077370/11.

(100087415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Les Villas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 39-41, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 84.303.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 3 juin 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation:

- de la société LES VILLAS SA, ayant eu son siège social à L-1617 LUXEMBOURG, 39-41, rue de Gasperich

Les frais ont été mis à charge de la masse.

Pour extrait conforme

Me Joëlle NICLOU

Le liquidateur

Référence de publication: 2010077450/15.

(100087558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

E.L.N Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 112, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 150.225.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 2 juin 2010 à 20 heures.

L'assemblée générale constate à l'unanimité les démissions des administrateurs

- Madame SYVIE CREPELLE

- Monsieur Michel PAULIN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

E.L.N. LUX S.A., SOCIÉTÉ ANONYME

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010077371/16.

(100087460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Edutainment Television Group S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 153.056.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 28 mai 2010 entre MTG Broadcasting AB, une société constituée en Suède, avec siège social à Skeppsborn 18, Box 2094 103 13, Stockholm, Suède, immatriculée en Suède sous le numéro 556353-2687 et Da Vinci Media GmbH, une société à responsabilité limitée constituée en Allemagne avec siège social à Saarbrücker Strasse 38, 10405 Berlin, Allemagne, immatriculée en Allemagne sous le numéro HRB 106731 B, que 6.125 (six mille cent vingt-cinq) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune ont été cédées avec effet au 28 mai 2010 par MTG Broadcasting AB à Da Vinci Media GmbH.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Edutainment Television Group S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010077374/19.

(100087444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Expert Petroleum Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.312.822,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.929.

—
Extrait des Résolutions des associés du 13 juin 2010.

Les associés de la Société, ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Eric Vandekerken en tant que gérant de classe A, et ce avec effet rétroactif au 21 mai 2010;

- de nommer Paul Lamberts, employé, né le 18 septembre 1965 à Tilburg (Pays-Bas), résidant professionnellement au 13-15, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société, et ce avec effet rétroactif au 21 mai 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2010.

Richard Brekelmans

Mandataire

Référence de publication: 2010077377/19.

(100087464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Amber Trust II Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 103.887.

—
In the year two thousand and ten, on the eighteenth day of May.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "Amber Trust II Management S.A.", (R.C.S. Luxembourg, section B number 103.887), (hereinafter, the "Corporation"), having its registered office in L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch, incorporated by deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, on October 22, 2004, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 1186 of November 22, 2004.

The meeting is presided over by Mr Lorenzo Barcaglioni, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Estelle Blonde-Bonilavri, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Christine Bourg, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the three hundred and ten (310) shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

- 1.- Amendment of the articles of incorporation of the Company.
- 2.- Appointment of the members of the Supervisory Board.
- 3.- Miscellaneous

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The General Meeting decides to approve all the amendments to the articles of incorporation so as to henceforth read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of AMBER TRUST II MANAGEMENT S.A. (the «Company»).

Art. 2. The Company is established for an undetermined duration. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation, as prescribed in article thirty-one hereof.

Art. 3. The Company shall serve as the unlimited shareholder (associé gérant commandité) to AMBER TRUST II S.C.A., SICAR, in connection with the management of its assets and its promotion. It shall hold participations in any form whatsoever in AMBER TRUST II S.C.A., SICAR and in any other corporation as well as manage and develop such participations and its investments in any form of securities, bonds, debentures, notes or instruments of a similar nature.

The Company shall not have any industrial activity and shall not maintain any commercial establishment open to the public.

It may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the management board ("Management Board").

In the event that the Management Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by one of the executive organs of the Company which has powers to commit the Company for acts of daily and ordinary management.

Art. 5. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 6. The shares shall be and remain in registered form and shall be registered in the register of shareholders. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

Subject to the approval of the Management Board, transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer registered on the register of shareholders, such declaration to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Tuesday in the month of June at 10.30 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Management Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. The quorums and delays required by law shall govern the notice and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telefax or telex.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting. The Management Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon call by the Management Board, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders, and published in accordance with the requirements of law.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Company's management shall be subject to articles 60bis-1 to 60bis-19 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, unless otherwise provided in these articles of incorporation. The Company shall thus be managed by a Management Board, the members of which need not be shareholders and which shall exercise its functions under the control of a supervisory board (the "Supervisory Board").

The Management Board is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board.

Decisions on the matters listed in article 25 hereof shall not be decided upon directly by the Management Board without the prior approval of the Supervisory Board.

In accordance with article 60 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several members of the Management Board or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the Management Board. The members of the Supervisory Board may not be entitled to carry out the daily management of the Company.

The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any person acting alone or jointly with others as agent of the Company.

Art. 12. The Management Board is composed of at least three (3) members with a maximum of five (5) members.

The Management Board must choose from among its members a chairman of the Management Board. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the Management Board.

Art. 13. The members of the Management Board shall be elected by the Supervisory Board, which shall determine their remuneration and term of the office.

If a legal entity is elected member of the Management Board of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the Management Board and may not be a member of the Management Board at the same time. An individual cannot be a permanent representative of a member of the Management Board and of a member of the Supervisory Board at the same time.

Any member of the Management Board may be removed at any time, without notice and without cause by the Supervisory Board.

The term of the office of a member of the Management Board may not exceed six (6) years and any member of the Management Board shall hold office until his/her/its successor is elected. Any member of the Management Board may also be re-elected for successive terms.

Art. 14. If a vacancy in the office of a member of the Management Board because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled on a temporary basis by the remaining board members until the next meeting of the Supervisory Board, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

In case the vacancy occurs in the office of the person exercising solely the functions of the Management Board, such vacancy must be filled without undue delay by the Supervisory Board.

In any such case of a vacancy in the office of a member of the Management Board, the Supervisory Board may also appoint one of its members, in order to exercise the functions of the member of the Management Board. The functions as member of the Supervisory Board of the person who shall be exercising the functions of a member of the Management Board are suspended during the relevant period of time.

Art. 15. The Management Board shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

Written notice of any meeting of the Management Board must be given to its members twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each member of the Management Board in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Management Board. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the Management Board are present or represented at a meeting of the Management Board or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of incorporation.

Art. 16. The chairman of the Management Board shall preside at all meeting of the Management Board. In his/her/its absence, the Management Board may appoint another member of the Management Board as chairman pro tempore.

The Management Board can act and deliberate validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the Management Board.

Resolutions are adopted with the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the Management Board. The chairman shall not have a casting vote.

Any member of the Management Board may act at any meeting of the Management Board by appointing any other member as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy

of the appointment being sufficient proof thereof. Any member of the Management Board may represent one or several of his/her/its colleagues.

Any member of the Management Board who participates in a meeting of the Management Board by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such member's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the Management Board held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

The Management Board may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Management Board duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all members of the Management Board on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Save as otherwise provided by law, any member of the Management Board who has a personal interest in a transaction submitted to the approval of the Management Board which conflicts with the Company's interest, must inform the Management Board of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant member of the Management Board may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. Where one single person is exercising the powers of the Management Board and such person has a personal interest in a transaction entered into between him/her/it and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction and the approval of the Supervisory Board shall be required for entering into the transaction.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence and in article 24, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving AMBER TRUST II S.C.A., SICAR, DANSKE CAPITAL, FIREBIRD PRIVATE EQUITY ADVISORS LLC or any subsidiary or any affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Management Board in its discretion.

The Company may indemnify any member of the Management Board or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the Management Board or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall draw minutes of any meeting of the Management Board, which shall be signed, after review by all members of the Management, by the chairman and by the secretary, as the case may be.

The person exercising solely the powers of the Management Board, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the Management Board, by any two of its members or by the person exercising solely the powers of the Management Board, as the case may be.

Art. 18. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two members of the Management Board or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the Management Board or by the person exercising solely the powers of the Management Board. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated in accordance with the rules of such delegation.

Art. 19. A Supervisory Board, the members of which need not be shareholders of the Company, shall be in charge of the permanent supervision and control of the Company's management by the Management Board. It may in no case interfere with such management.

If it is noted at a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder, the Company may have only one person in charge of the Company's supervision until the general meeting of shareholders following the Company's awareness that several shareholders exist. In such case and to the extent applicable a reference to the "Supervisory Board" or to a "member of the Supervisory Board" used in these articles of incorporation is to be construed as being a reference to the person exercising solely the powers of the Supervisory Board.

The Supervisory Board has an unlimited right of information regarding all operations of the Company and may inspect any of the Company's documents. It may request the Management Board to provide any information necessary for

exercising its functions and may directly or indirectly proceed to all verifications which it may deem useful in order to accomplish its functions.

Art. 20. The Supervisory Board is composed of at least six (6) members without prejudice to article 22 of these articles of incorporation.

The Supervisory Board must choose from among its members a chairman of the Supervisory Board. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the Supervisory Board.

A member of the Management Board cannot be a member of the Supervisory Board at the same time.

Art. 21. Members of the Supervisory Board shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of the office.

If a legal entity is elected member of the Supervisory Board of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the Supervisory Board and may not be a member of the Supervisory Board at the same time.

Any member of the Supervisory Board may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

The term of the office of a member of the Supervisory Board may not exceed six (6) years and any member of the Supervisory Board shall hold office until his/her/its successor is elected. Any member of the Supervisory Board may be re-elected for successive terms.

Art. 22. If a vacancy in the office of a member of the Supervisory Board because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled on a temporary basis by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

If, in case of plurality of shareholders, the total number of members of the Supervisory Board falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of incorporation, as the case may be, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on the permanent appointment.

In case the vacancy occurs in the office of the person exercising solely the functions of the Supervisory Board, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 23. The Supervisory Board shall meet upon call by its chairman at the registered office or at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph. The Supervisory Board must be convened upon request by its chairman. The Supervisory Board may invite the members of the Management Board to participate in a meeting of the Supervisory Board with an advisory role.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board must be given to its members twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each member of the Supervisory Board in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Supervisory Board. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of the Supervisory Board or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of incorporation.

Art. 24. The chairman of the Supervisory Board shall preside at all meeting of the Supervisory Board. In his/her/its absence, the Supervisory Board may appoint another member of the Supervisory Board as chairman pro tempore.

The Supervisory Board can act and deliberate validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the Supervisory Board.

Resolutions are adopted with the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the Supervisory Board. The chairman shall not have a casting vote.

Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing any other member of the Supervisory Board as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any member of the Supervisory Board may represent one or several of his/her/its colleagues.

Any member of the Supervisory Board who participates in a meeting of the Supervisory Board by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such member's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the Supervisory Board held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

The Supervisory Board may pass resolutions in writing subject to the signature of such resolutions by all members of the Supervisory Board on a single document or on multiple counterparts duly dated, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature. Such resolutions in writing shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the supervisory board duly convened and held.

The Supervisory Board shall be accorded ultimate authority and discretion with respect to the Company's and AMBER TRUST II S.C.A., SICAR's dealings and agreements with any advisor, consultant and/or other professional or service provider of AMBER TRUST II S.C.A., SICAR.

Save as otherwise provided by law, any member of the Supervisory Board who has a personal interest in a transaction submitted to the approval of the Supervisory Board which conflicts with the Company's interest, must inform the Supervisory Board of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant member of the Supervisory Board may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. Where one single person is exercising the powers of the Supervisory Board and such person has a personal interest in a transaction entered into between him/her/it and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction.

The Company may indemnify any member of the Supervisory Board or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the Supervisory Board or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 25. Resolutions on the following important decisions can not be decided upon by the Management Board without the prior approval of the Supervisory Board:

- (i) creation of internal advisory committees (such as investment committee) as well as appointment and/or removal of committee members;
- (ii) approval of annual budget and charges therein for both the Company and AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (iii) investments and divestments of AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (iv) approval of the financial statements of the Company and AMBER TRUST II S.C.A., SICAR before submission to the relevant general meeting of shareholders;
- (v) approval of content of reporting made to the shareholders/investors of AMBER TRUST II S.C.A., SICAR
- (vi) approval of any share capital operation, issue of securities or more generally capital requirements or quasi-capital requirements operations regarding the Company and AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (vii) launch of new activities regarding the Company and AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (viii) approval of the material operating and corporate governance features of the Company and/or AMBER TRUST II S.C.A., SICAR as reflected in the placement memorandum of AMBER TRUST II S.C.A., SICAR as well as proposed amendments thereto;
- (ix) any operation related to the transformation or restructuring of the Company and/or AMBER TRUST II S.C.A., SICAR (including mergers, divisions, contributions,...);
- (x) approval of any agreement, either written or otherwise, between the Company and/or AMBER TRUST II S.C.A., SICAR and any advisor, consultant and/or other professional or service provider;
- (xi) proposed winding-up or liquidation regarding the Company and/or AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;

Art. 26. The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall draw minutes of any meeting of the Supervisory Board, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

The person exercising solely the functions of the Supervisory Board, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the Supervisory Board, by any two of its members or by the person exercising solely the functions of the Supervisory Board, as the case may be.

Art. 27. The accounts of the Company shall be audited by a statutory auditor. The auditor shall be appointed and removed by the shareholders at the general meeting who shall determine his office term and fees.

Art. 28. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 29. From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in the same Article.

Within the limits provided by law the general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Management Board determine how the annual results shall be disposed of.

The Management Board may decide to pay interim distributions in accordance with the law.

The payment of the distributions shall be made to the address indicated on the register of shareholders.

The Management Board may pay the distributions in such currency and at such time and place that it shall determine from time to time.

Art. 30. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 31. These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 32. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of tenth August, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Second resolution

The General Meeting decides to appoint as members of the Supervisory Board for a term ending at the annual general meeting to be held in 2011:

- Mr Lars Eigen Møller, born on 4 November 1964 in Frederiksberg, Denmark, residing at Kajerødvej 76, 3460 Birkerød, Denmark.

- Mrs Majken Hauge Johansen, born on 14 June 1969 in Roskilde, Denmark, residing at Folkets Alle 22, 2000 Frederiksberg, Denmark.

- Mr Ian Hague, born on 22 June 1961 in Oregon, United States of America, professionally residing at 152, West 57th Street, 10019 New York, United States of America.

- Mrs Joanne Tuckman, born on 10 September 1969 in Oceanside, New York, United States of America, professionally residing at 152, West 57th Street, 10019 New York, United States of America.

- Mr Michael Nellemann Pedersen, born on 8 July 1961 in København, Denmark, residing at Rønvej 8, DK-2600 Glostrup, Denmark.

- Mr Clyde Anderson, born on 7 July 1960 in Alabama, United States of America, residing at 402 Industrial Lane, Birmingham, AL 35211, United States of America.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le dix-huit mai.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Amber Trust II Management S.A." (R.C.S. Luxembourg numéro B 103.887) (ci-après, la «Société»), ayant son siège social à L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 22 octobre 2004, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1186 du 22 novembre 2004.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lorenzo Barcaglioni, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Estelle Blonde-Bonilavri, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme Madame Christine Bourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les trois cent dix (310) actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- 1.- Modification des statuts de la Société.
- 2.- Nomination d'un conseil de surveillance.
- 3.- Divers-

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée Générale décide d'approuver toutes les modifications apportées aux statuts pour leur donner désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après émises, une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination de AMBER TRUST II MANAGEMENT S.A. («la Société»).

Art. 2. La Société est établie pour une période indéterminée. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications de statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article trente-et-un ci-après.

Art. 3. La Société prendra la qualité d'associé-gérant commandité de AMBER TRUST II S.C.A., SICAR en relation avec l'administration de ses avoirs et sa promotion; elle détiendra des participations sous quelque forme que ce soit dans AMBER TRUST II S.C.A., SICAR ainsi que dans toute autre société, et elle assurera l'administration et le développement de telles participations et de son investissement dans toutes formes de valeurs, d'obligations, de titres de créances ou d'instruments de nature similaire

La Société n'exercera aucune activité industrielle et ne maintiendra aucun établissement commercial ouvert au public. Elle pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par décision du directoire («Directoire»), des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, que le Directoire apprécie, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Cette déclaration de transfert de siège social devra être portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société qui a les pouvoirs d'engager la Société par des actes de gestion journalière.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 6. Les actions seront et resteront nominatives et seront inscrites au registre des actionnaires. Il sera tenu au siège social de la Société un registre des actionnaires. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre des actions qu'il détient, le montant libéré de chaque action, les cessions d'actions et la date de ces cessions.

Les cessions d'actions seront soumises à l'approbation du Directoire et réalisées par déclaration écrite de transfert inscrite sur le registre des actionnaires. Cette déclaration sera datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détentrices des pouvoirs ad hoc. La Société peut également accepter comme preuve de cession d'autres documents de transfert satisfaisant la Société.

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément au droit luxembourgeois à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui pourra être fixé dans l'avis de convocation le dernier mardi du mois de juin à 10.30 heures. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable au Luxembourg, l'assemblée

générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant au Luxembourg. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Directoire constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télécopieur ou par télex, un mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires, dûment convoqués, sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants. Le Directoire peut déterminer toute autre condition à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

Art. 10. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le Directoire, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, publié conformément à la loi et envoyé par lettre recommandée, au moins huit jours avant l'assemblée, à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalable.

Art. 11. La direction de la Société sera soumise aux articles 60bis-1 à 60bis-19 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts. La Société est ainsi gérée par un Directoire, dont les membres n'ont pas besoin d'être actionnaires, et qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance (le «Conseil de Surveillance»).

Le Directoire a le pouvoir le plus étendu pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale ou au Conseil de Surveillance.

Les décisions portant sur les points renseignés à l'article 25 des présentes ne pourront être prises directement par le Directoire sans l'accord préalable du Conseil de Surveillance.

Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à un ou plusieurs membres du Directoire ou à toute autre personne, actionnaire ou non, agissant seule ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du Directoire. Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent être habilités à assurer la gestion journalière de la Société.

La Société pourra également octroyer des pouvoirs particuliers par procuration notariée ou par acte sous seing privé à toute autre personne agissant seule ou conjointement avec les autres représentants de la Société.

Art. 12. Le Directoire est composé de trois (3) membres au moins et de cinq (5) membres au maximum.

Le Directoire devra choisir un président du Directoire parmi ses membres. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être actionnaire ou membre du Directoire.

Art. 13. Les membres du Directoire seront nommés par le Conseil de Surveillance qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat.

Lorsqu'une personne morale est nommée membre du Directoire de la Société, celle-ci est tenue de désigner un représentant personne physique permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Cette personne morale ne peut révoquer son représentant personne physique permanent qu'en désignant simultanément son successeur. Une personne physique ne peut pas être un représentant permanent d'un (1) membre du Directoire et en même temps un membre du Directoire. Une personne physique ne peut pas être un représentant permanent à la fois d'un membre du Directoire et d'un membre du Conseil de Surveillance.

Tout membre du Directoire peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif par le Conseil de Surveillance.

Les membres du Directoire sont élus pour une durée de six (6) ans maximum et tout membre du Directoire devra rester en poste jusqu'à ce que son successeur soit élu. Les membres du Directoire peuvent être réélus pour des mandats successifs.

Art. 14. Au cas où le poste d'un membre du Directoire deviendrait vacant à la suite de décès, d'incapacité légale, de faillite, de retraite ou pour quelque autre cause, cette vacance de place peut être palliée provisoirement par les membres du Directoire restants jusqu'à la prochaine réunion du Conseil de Surveillance, qui procédera à l'élection définitive qu'il estimera appropriée.

En cas de vacance d'une place d'un membre du Directoire exerçant seul les fonctions du Directoire, le Conseil de Surveillance devra pallier sans délai cette vacance.

Dans tout cas de vacance d'une place d'un membre du Directoire, le Conseil de Surveillance peut également nommer un de ses membres afin de remplir les fonctions de membre du Directoire. Les fonctions en tant que membre du Conseil de Surveillance de cette personne qui devra exercer les fonctions de membre du Directoire sont suspendues pendant cette période de remplacement.

Art. 15. Le Directoire se réunira sur convocation du président ou de deux (2) membres du Directoire, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, tel que décrit au paragraphe suivant.

Une convocation écrite devra être adressée aux membres du Directoire au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour cette réunion. Cette convocation devra être adressée par courrier, fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, sauf dans l'hypothèse d'une urgence, auquel cas la nature et les raisons de cette urgence doivent être indiqués dans la convocation. Cette convocation n'est pas nécessaire si tous les membres du Directoire y consentent par courrier, fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication (une copie d'un tel document signé étant une preuve suffisante à cette fin). De même, une convocation n'est pas requise pour une réunion dont la date et le lieu ont été préalablement déterminés par une résolution du Directoire. Une convocation ne sera en outre pas requise si tous les membres du Directoire sont présents ou représentés à une réunion du Directoire ou dans l'hypothèse de résolutions écrites prises conformément aux présents statuts.

Art. 16. Le président du Directoire présidera toutes les réunions du Directoire. En son absence, le directoire pourra désigner un autre membre du Directoire pour assumer temporairement la présidence de ces réunions.

Le Directoire ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés lors de la réunion du Directoire.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des membres présents ou représentés lors de la réunion du Directoire. Le président n'aura pas de voix prépondérante.

Tout membre du Directoire peut prendre part aux réunions du Directoire en désignant un autre membre par écrit, par fac-similé, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de ce mandat fera office de preuve. Tout membre du Directoire peut représenter un ou plusieurs autres membres du Directoire.

Tout membre du Directoire participant à une réunion du Directoire par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification, permettant aux personnes prenant part à cette réunion de s'entendre mutuellement et garantissant leur participation effective, sera réputé présent pour les calculs de quorum et de majorité. Une réunion du Directoire tenue par ces moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Directoire peut, à l'unanimité, prendre des résolutions par écrit dans la mesure où ces résolutions ont été approuvées sur un seul et même document par tous les membres du Directoire ou séparément sur différents documents dûment datés, une copie de l'écrit signé envoyé par lettre, fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication constituant une preuve suffisante à cet effet. Le document seul comportant toutes les signatures ou l'ensemble des documents signés – le cas échéant – formeront l'instrument de preuve de la décision intervenue. La date de ces résolutions sera la date de la dernière signature. Ces résolutions écrites auront le même effet que les résolutions votées lors d'une assemblée du Directoire dûment convoquée et tenue.

Sauf disposition contraire de la loi, tout membre du Directoire qui dispose, directement ou indirectement, d'un intérêt personnel dans une transaction soumise à l'approbation du Directoire et qui est en contradiction avec l'intérêt de la Société, doit informer le Directoire d'un tel conflit d'intérêt; cette déclaration sera inscrite dans le procès-verbal de la réunion du Directoire. Ce membre du Directoire ne peut ni prendre part aux discussions concernant la dite transaction ni voter. Il doit être fait part de tout conflit d'intérêt lors de l'assemblée générale des actionnaires suivante, avant de proposer des résolutions sur tout autre sujet. Lorsque le Directoire n'est composé que d'un seul membre et que ce dernier a un intérêt personnel dans une transaction passée entre ce dernier et la Société, qui est en contradiction avec l'intérêt de la Société, un tel conflit d'intérêt doit figurer dans le procès-verbal faisant état d'une telle transaction. L'approbation du Conseil de Surveillance est requise pour une telle transaction.

Le concept d'«intérêt en contradiction avec l'intérêt de la Société», tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente et à l'article 24, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions impliquant AMBER TRUST II S.C.A., SICAR, DANSKE CAPITAL, FIREBIRD PRIVATE EQUITY ADVISORS LLC ou toute filiale ou affilié, ou société ou entité qui pourront être déterminées souverainement en temps opportun par le Directoire.

La Société indemniserà tout membre du Directoire ou agent, et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de membre du Directoire ou agent de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire/associée ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 17. Le secrétaire ou, si aucun secrétaire n'a été désigné, le président devra dresser les procès-verbaux de chaque réunion du Directoire, qui devront être signés, après avoir été consultés par tous les membres du Directoire, par le président et par le secrétaire le cas échéant.

La personne exerçant seule les pouvoirs du Directoire, le cas échéant, devra également dresser et signer les procès-verbaux de ses propres décisions.

Toute copie et tout extrait des procès-verbaux destinés à être produits en justice ou à être remis à une partie tierce seront signés par le président du Directoire, par deux de ses membres ou le cas échéant par la personne exerçant seule les pouvoirs du Directoire.

Art. 18. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toute circonstance par la signature conjointe de deux membres du Directoire ou par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) des pouvoirs auront été conférés par le Directoire ou par la seule signature de la personne exerçant seule les pouvoirs du Directoire. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée conformément aux règles de cette délégation.

Art. 19. Un Conseil de Surveillance, dont les membres n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société, exercera une mission de supervision permanente et un contrôle à l'égard de la gestion de la Société par le Directoire. Il ne peut en aucun cas interférer dans cette gestion.

Si à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société n'a plus qu'un seul actionnaire, un seul membre sera en charge de la supervision de la Société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Dans un tel cas et dans la mesure où cela serait applicable, les références au "Conseil de Surveillance" ou à un "membre du Conseil de Surveillance" faites dans ces statuts s'entendent de la personne remplissant seule les fonctions de Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance a un droit illimité de regard sur toutes les opérations de la Société; il peut prendre connaissance de tous les documents de la Société. Il peut demander à ce que le Directoire lui fournisse toute information nécessaire pour ses fonctions et peut directement ou indirectement procéder à toute vérification qu'il pourra juger utile pour remplir ses fonctions.

Art. 20. Le Conseil de Surveillance sera composé de six (6) membres au moins, sans préjudice à l'article 22 des présents statuts.

Le Conseil de Surveillance devra choisir un président du Conseil de Surveillance parmi ses membres. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être actionnaire ou membre du Conseil de Surveillance.

Un membre du Directoire ne peut pas être en même temps membre du Conseil de Surveillance.

Art. 21. Les membres du Conseil de Surveillance seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui terminera leur rémunération et la durée de leur mandat.

Lorsqu'une personne morale est nommée membre du Conseil de Surveillance de la Société, celle-ci est tenue de désigner un représentant personne physique permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Cette personne morale ne peut révoquer son représentant personne physique permanent qu'en désignant simultanément son successeur. Une personne physique ne peut être le représentant permanent que d'un (1) seul membre du Conseil de Surveillance et ne peut pas être représentant permanent d'un membre du Conseil de Surveillance et en même temps membre du Conseil de Surveillance.

Tout membre du Conseil de Surveillance peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres du Conseil de Surveillance sont élus pour une durée de six (6) ans maximum et peuvent être réélus pour des mandats successifs. Tout membre du Conseil de Surveillance devra rester en poste jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Art. 22. Au cas où le poste d'un membre du Conseil de Surveillance deviendrait vacant à la suite de décès, d'incapacité légale, de faillite, de retraite, ou pour quelque autre cause, cette vacance de place peut être palliée provisoirement par le maintien des membres du Conseil de Surveillance restants jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui procédera à l'élection définitive, telle que jugée appropriée.

Si, dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, le nombre total de membres du Conseil de Surveillance tombe sous le seuil de trois (3) ou tout autre chiffre plus élevé prévu par les présentes, il devra être remédié à cette vacance sans délai injustifié soit par l'assemblée générale des actionnaires ou, de manière temporaire, par les membres restants du Conseil de Surveillance jusqu'à la première assemblée générale subséquente, qui statuera sur la question de la nomination permanente.

En cas de vacance d'une place d'un membre du Conseil de Surveillance exerçant seul les fonctions du Conseil de Surveillance, l'assemblée générale devra pallier sans délai cette vacance.

Art. 23. Le Conseil de Surveillance se réunira sur la convocation du président au siège social de la Société ou au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au paragraphe suivant. Le Conseil de Surveillance pourra se réunir à la demande de son président. Le Conseil de Surveillance pourra convier à ses réunions les membres du Directoire, étant entendu que ces derniers n'auront qu'une voix consultative.

Une convocation écrite doit être adressée aux membres du Conseil de Surveillance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour toute réunion du Conseil de Surveillance. Cette convocation devra être adressée par courrier,

fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, sauf dans l'hypothèse d'une urgence, auquel cas la nature et les raisons de cette urgence doivent être indiquées dans la convocation. Cette convocation n'est pas nécessaire si tous les membres du Conseil de Surveillance y consentent par courrier, fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication (une copie d'un tel document signé étant une preuve suffisante à cette fin). De même, une convocation n'est pas requise pour une réunion dont la date et le lieu ont été préalablement adoptés par une résolution du Conseil de Surveillance. Une convocation ne sera en outre pas requise si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Surveillance ou dans l'hypothèse de résolutions écrites prises conformément aux présents statuts.

Art. 24. Le président du Conseil de Surveillance présidera toutes les réunions du Conseil. En son absence, le Conseil de Surveillance pourra élire un autre membre du Conseil de Surveillance en qualité de président pro tempore.

Le Conseil de Surveillance peut agir et délibérer valablement uniquement si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Surveillance.

Les résolutions prises lors d'une réunion du Conseil de Surveillance sont adoptées avec l'accord de la majorité des membres présents ou représentés. Le président n'a pas une voix prépondérante.

Tout membre du Conseil de Surveillance peut agir à toute réunion du Conseil de Surveillance en nommant tout autre membre du Conseil de Surveillance comme son fondé de pouvoir par écrit par courrier, fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du pouvoir étant une preuve suffisante à cette fin. Tout membre du Conseil de Surveillance peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil de Surveillance.

Tout membre du Conseil de Surveillance participant à une réunion du Conseil de Surveillance par le biais d'une conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication permettant son identification, et où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre l'une l'autre sans discontinuité et de manière à participer pleinement et activement à la réunion, est réputé présent à cette réunion pour les besoins du calcul du quorum et de la majorité. Une réunion du Conseil de Surveillance qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera réputée s'être tenue au siège social de la Société.

Le Conseil de Surveillance pourra prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits signés et datés, transmis par courrier, fac-similé, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, l'ensemble constituant le procès-verbal qui fait preuve de la décision intervenue. La date des résolutions correspondra à la date de la dernière signature. Les décisions adoptées par voie circulaire ont le même effet que les décisions prises lors de réunions du Conseil de Surveillance dûment convoquées et tenues.

Le Conseil de Surveillance est investi d'une autorité et d'un pouvoir discrétionnaire suprêmes eu égard aux transactions et accords conclus par la Société et/ou AMBER TRUST II S.C.A., SICAR avec un conseiller, consultant et/ou autre professionnel ou prestataire de services d'AMBER TRUST II S.C.A., SICAR.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, tout membre du Conseil de Surveillance ayant un intérêt personnel dans une affaire nécessitant l'approbation du Conseil de Surveillance, opposé à l'intérêt de la Société, doit en informer le Conseil de Surveillance; cette déclaration devra être retranscrite dans le procès-verbal de la réunion du Conseil de Surveillance et ce membre du Conseil de Surveillance ne pourra délibérer ni prendre part au vote concernant cette affaire. Il devra être fait état de ce conflit d'intérêts à la prochaine assemblée générale des actionnaires avant l'approbation de toute autre résolution sur tout autre sujet. Lorsque le Conseil de Surveillance n'est composé que d'un seul membre et que ce dernier a un intérêt personnel dans une transaction passée entre ce dernier et la Société, opposé à l'intérêt de la Société, il doit en être fait état dans le procès-verbal relatif à la transaction.

La Société peut indemniser tout membre du Conseil de Surveillance ou agent et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un membre du Conseil de Surveillance ou agent de la Société ou, à la requête de la Société, de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave ou de mauvaise gestion; en cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il a droit.

Art. 25. Les résolutions concernant les décisions importantes suivantes ne peuvent pas être prises par le Directoire sans l'accord préalable du Conseil de Surveillance:

- (i) la création de comités consultatifs internes (notamment un comité d'investissement) ainsi que la nomination et/ou révocation de membres des comités;
- (ii) l'approbation du budget annuel, et des charges y afférentes, de la Société et d'AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (iii) les investissements et désinvestissements de AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (iv) l'approbation des comptes de la Société et d'AMBER TRUST II S.C.A., SICAR avant leur soumission aux assemblées générales des actionnaires pertinentes;
- (v) l'approbation du contenu du compte-rendu fait aux actionnaires/investisseurs de AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;

- (vi) l'approbation de toute opération sur le capital, émission de titres ou plus généralement toute opération sur les fonds propres ou quasi-fonds propres eu égard à la Société et à AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (vii) lancement de nouvelles activités concernant la Société et AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;
- (viii) l'approbation des caractéristiques principales du fonctionnement et de la gouvernance de la Société et/ou AMBER TRUST II S.C.A., SICAR, tel que reflété dans le prospectus de AMBER TRUST II S.C.A., SICAR et ses modifications proposées;
- (ix) toute opération relative à la transformation ou à la restructuration de la Société et/ou de AMBER TRUST II S.C.A., SICAR (en ce compris les fusions, répartitions, apports,...)
- (x) l'approbation de tout accord, écrit ou autre, entre la Société et/ou AMBER TRUST II S.C.A., SICAR et tout conseiller, consultant et/ou autre professionnel ou prestataire de services;
- (xi) la proposition de dissolution ou liquidation concernant la Société et/ou AMBER TRUST II S.C.A., SICAR;

Art. 26. Le secrétaire, ou si aucun secrétaire n'a été nommé, le président dressera le procès verbal de toute réunion du Conseil de Surveillance, qui devra être signé par le président et, le cas échéant, par le secrétaire.

La personne exerçant seule les fonctions de Conseil de Surveillance, le cas échéant, devra de la même manière dresser et signer un procès-verbal de ses décisions.

Toute copie ou tout extrait d'un tel procès-verbal original devant être produit en justice ou devant être fourni à une tierce partie devra être signé par le président du Conseil de Surveillance, par deux de ses membres ou par la personne exerçant seule les fonctions du Conseil de Surveillance, le cas échéant.

Art. 27. Les comptes de la Société seront audités par un réviseur d'entreprises agréé. Le réviseur d'entreprise est nommé et révoqué par les actionnaires à l'assemblée générale qui détermineront son mandat et ses honoraires.

Art. 28. L'exercice social de la Société commencera chaque année le premier jour de janvier et se terminera le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 29. Du bénéfice annuel net de la Société, cinq pour cent (5%) seront attribués à la réserve légale. Cette attribution cessera d'être exigée aussitôt et aussi longtemps que l'excédent de la réserve s'élève à dix pour cent (10%) du capital de la Société, tel qu'indiqué à l'article 5 des présents statuts ou pourra être augmentée ou réduite périodiquement comme stipulé dans le même article.

Dans les limites légales, l'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du Directoire, les modalités d'attribution des résultats annuels.

Le Directoire peut décider de verser des distributions provisoires conformément à la loi.

Le versement des distributions est effectué à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires.

Le Directoire peut procéder à des distributions dans toute devise, à tout moment et en tout lieu qu'il déterminera.

Art. 30. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera mise en oeuvre par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant d'une telle dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leurs honoraires.

Art. 31. Les présents statuts peuvent être modifiés lors d'une assemblée des actionnaires, conformément aux exigences de quorum et de majorité stipulées par les lois de Luxembourg.

Art. 32. Tous les points non réglés par les présents statuts devront être réglés conformément à la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme membres du Conseil de Surveillance pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2011:

- Monsieur Lars Eigen Møller, né le 4 novembre 1964 à Frederiksberg, Danemark, demeurant à Kajerødvej 76, 3460 Birkerød, Danemark.
- Madame Majken Hauge Johansen, née le 14 juin 1969 à Roskilde, Danemark, demeurant à Folkets Alle 22, 2000 Frederiksberg, Danemark.
- Monsieur Ian Hague, né le 22 juin 1961 à Oregon, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement à 152, West 57th Street, 10019 New York, Etats-Unis d'Amérique.
- Madame Joanne Tuckman, née le 10 septembre 1969 à Oceanside, New York, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement à 152, West 57th Street, 10019 New York, Etats-Unis d'Amérique.
- Monsieur Michael Nellemann Pedersen, né le 8 juillet 1961 à København, Danemark, demeurant à Rønvej 8, DK-2600 Glostrup, Danemark.
- Monsieur Clyde Anderson, né le 7 juillet 1960 à Alabama, Etats-Unis d'Amérique, demeurant à 402 Industrial Lane, Birmingham, AL 35211, Etats-Unis d'Amérique.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. BARCAGLIONI, E. BLONDE-BONILAVRI, C.BOURG et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 mai 2010. Relation: LAC/2010/23319. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 juin 2010.

Référence de publication: 2010080888/721.

(100092673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2010.

Blue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 99.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010076819/9.

(100088944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2010.

Fiparlux S.A.Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 11.102.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010077407/13.

(100088028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

European Mobile Communications S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 50.145.

EXTRAIT

Il convient de noter que l'adresse de Jean-François Bouchoms, administrateur de la Société, a changé. Désormais, il est domicilié au 15 rue du Fort Bourbon à Luxembourg (L-1249).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROPEAN MOBILE COMMUNICATIONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2010077393/13.

(100087419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.
